

L'élaboration de lignes directrices pour la formation des enseignants à l'éducation à la paix et à la prévention de l'extrémisme violent dans les pays francophones (Mali et Niger)

Justification du projet

Le continent africain a été touché par des catastrophes naturelles ainsi que par des conflits en cours et par l'instabilité politique. Si des progrès ont été réalisés dans certains pays et régions, de nombreuses parties du continent africain continuent de souffrir de l'instabilité et du manque de paix et de sécurité. La situation en Somalie, au Sud Soudan, en Libye et dans certains pays du Sahel a continué à se détériorer en 2019. La région du Sahel est la plus vulnérable aux conflits. Par exemple, il y a Boko Haram dans le nord-est du Nigeria et les forces de sécurité du Cameroun abusent de leur autorité et font un usage excessif de la force. Dans d'autres parties de l'Afrique, comme le Burkina Faso, les combattants islamiques armés étendent leurs territoires ; de plus, les conflits ethniques s'accroissent en Éthiopie. Les institutions démocratiques sont également confrontées à des défis, le Malawi, le Nigeria et l'Afrique du Sud étant respectivement marqués par la violence postélectorale, la violence politique et le faible taux de participation électorale. Le programme de la CUA pour 2020, intitulé "Faire taire les armes à feu d'ici 2020", vise à mettre fin à toutes les guerres, conflits civils, violences sexistes, conflits violents et à prévenir les génocides sur le continent d'ici 2020, mais il a peu de chances d'être atteint si aucun effort supplémentaire n'est déployé.

La pandémie inattendue de COVID-19 impose une crise sanitaire mondiale sans précédent, avec des ramifications négatives sur les relations sociales, politiques et économiques dans le monde entier. Outre qu'elle prend le monde au dépourvu, l'apparition et la propagation de la pandémie ont des répercussions négatives sur les pays africains, et leurs conflits pourraient être exacerbés.

Ces pays, qui souffrent d'une instabilité sanitaire, économique et sociale, constituent un terrain fertile pour la violence. Les jeunes sont souvent en première ligne de ces activités violentes. Ce projet est nécessaire de toute urgence pour résoudre les problèmes susmentionnés dans la situation actuelle afin de prévenir toute dégradation supplémentaire. **"Silencing the Guns"** Les pays africains doivent de toute urgence prendre des mesures et investir davantage dans les jeunes Africains, en mettant l'accent sur le secteur de l'éducation, en particulier pour le renforcement des capacités des établissements de formation des enseignants, des éducateurs et des professeurs.

Le rôle de l'UNESCO IICBA

L'IICBA est actif dans le développement des enseignants en Afrique depuis 1999. En 2017, l'IICBA a intégré dans son programme le développement des enseignants pour la consolidation de la paix et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique, par le biais du développement des enseignants. Le projet soutenu par le gouvernement du Japon a soutenu les pays suivants Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud et Tchad.

Dans le cadre de ce projet, un atelier de partage d'expérience s'est tenu à Addis-Abeba, suivi d'un atelier de formation des formateurs (ToT), qui s'est déroulé à Dakar en février 2020. L'objectif principal du ToT était de former des formateurs principaux de formateurs d'enseignants du secondaire au niveau universitaire sur le guide de formation à la construction de la paix et de la résilience et à la prévention de la violence, en mettant l'accent sur le programme d'études, la pédagogie, l'évaluation et la pratique. Les principales recommandations de ces deux ateliers étaient les suivantes :

1. Proposition de protocole d'accord pour l'intégration des cours de PVE au niveau universitaire

L'un des éléments que nous avons abordés était la possibilité d'intégrer le cours en ligne sur la PVE dans le programme des universités et des institutions. Pour que cela soit possible, il a été convenu qu'un protocole d'accord avec les différentes institutions individuelles était la façon de procéder

2. Lignes directrices et plans de mise en œuvre dans le pays :

Élaborer des plans nationaux et mettre en œuvre les activités proposées au cours de l'atelier. L'assistance technique de l'IICBA sera mise à la disposition des institutions.

Objectifs de l'étude

1. Préparer et mener une analyse de la situation

L'UNESCO-IICBA, en collaboration avec le bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), a élaboré ce cahier des charges. Le mandat vise à évaluer la situation dans le domaine de la paix, de la résilience et de la prévention de l'extrémisme violent au Mali et au Niger. Cette évaluation nous permettra de recueillir des informations sur les politiques et programmes existants au niveau primaire des établissements de formation des enseignants afin d'élaborer des lignes directrices pour la formation des enseignants du primaire au Mali et au Niger, en mettant l'accent sur la paix, la résilience et la prévention de l'extrémisme violent. L'évaluation de la situation permet d'examiner et de cartographier également les interventions en cours dans le domaine de l'éducation à la paix au Mali et au Niger.

Les objectifs sont les suivants :

- Mener une étude documentaire afin de recueillir des informations sur la situation de paix et de conflit des pays, la politique éducative, le programme d'études et les programmes de formation des enseignants liés à la paix, à la résilience et à la PVE-E dans une perspective de genre ; les risques, les lacunes et les opportunités dans l'enseignement primaire
- Identifier les écoles et les institutions de formation des enseignants qui ont dispensé des cours d'éducation à la paix et des cours connexes, ainsi que les compétences clés, y compris les compétences pédagogiques que les enseignants sont censés acquérir dans le cadre de cette formation

- Identifier la capacité des formateurs d'enseignants et des enseignants du primaire à enseigner efficacement la paix, la résilience et la PVE-E en tenant compte de la dimension de genre, et identifier les implications pour la formation des enseignants
- Recenser et partager les pratiques existantes dans les domaines de l'éducation à la paix, de l'éducation à la citoyenneté mondiale et le rôle du secteur de l'éducation dans la promotion de la paix et de la non-violence (c'est-à-dire dans la lutte contre les préjugés, la violence, la violence sexiste et la promotion des droits de l'homme) ;

Les détails de la procédure sont les suivants :

No	Activité	Résultats des activités
1	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des documents • Consultations par téléphone et utilisation de webinaires • Collecter des données primaires (utiliser différents moyens comme l'enquête électronique si la COVID 19 empêche la collecte de données en face à face 	Liste des documents examinés Questionnaire pour la collecte de données primaires
2	<ul style="list-style-type: none"> • Des réunions en ligne avec les établissements de formation des enseignants sélectionnés et les fonctionnaires et agences des ministères responsables 	Procès-verbaux des réunions
3	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction d'un rapport sur l'analyse de la situation 	Rapport sur le processus de revue

2. Élaborer des lignes directrices pour l'intégration de l'éducation à la paix et à la PVE-E dans le programme de formation des enseignants du primaire

Cette phase de l'activité commencera par la conception du format des lignes directrices pour l'intégration de l'éducation à la paix et de la PVE-E dans le programme de formation des enseignants. Le format des lignes directrices peut inclure des informations générales sur l'éducation à la paix dans le programme de formation des enseignants du primaire, la justification de leur élaboration, la manière dont elles seront utilisées, un guide pour leur mise en œuvre, et le suivi et l'évaluation de leurs impacts au sein des établissements. Ce guide complétera le travail de l'UNESCO sur la contextualisation du guide de formation à la paix et au renforcement de la résilience et à la prévention de la violence dans les deux pays ainsi que d'autres initiatives de l'UNESCO sur l'intégration de l'éducation à la paix dans les programmes scolaires.

Les détails du processus de développement sont les suivants :

No	Activité	Résultats des sous-activités
1	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des documents et analyse comparative des autres lignes directrices • Consultations 	Liste des documents examinés, y compris le cadre curriculaire pour la formation des enseignants du primaire et le rapport sur les consultations
2	<ul style="list-style-type: none"> • Conception de lignes directrices pour intégrer l'éducation physique et l'éducation des adultes dans les programmes actuels de formation des enseignants 	
3	<ul style="list-style-type: none"> • Conceptualisation et adoption du format des lignes directrices via une réunion en ligne 	Format adopté
5	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de la ligne directrice et du plan d'action 	Projet de lignes directrices
4	<ul style="list-style-type: none"> • Affinage du projet de lignes directrices et du plan d'action 	Lignes directrices finales avec validation

Le ou les consultants travailleront en étroite collaboration avec l'équipe du pays (le département d'encadrement des enseignants, les sections de l'éducation et de la formation et d'autres organismes concernés du ministère et les établissements supérieurs sélectionnés), avec le bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), le bureau de l'UNESCO à Bamako et le bureau de l'IICBA. Le développement impliquera une étude documentaire et des consultations avec les principales parties prenantes. Les parties prenantes valideront le projet de lignes directrices lors d'un atelier. Par la suite, elles seront affinées et prêtes à être utilisées.

Le Bureau national de l'UNESCO à Bamako et le représentant de l'UNESCO au Niger soutiendra la coordination et l'organisation des réunions en ligne avec les parties prenantes.

PRINCIPAUX LIVRABLES

Rapport final sur l'évaluation des besoins en matière de paix, de résilience et de prévention de l'extrémisme violent au Mali et au Niger

Directives finales pour l'intégration de l'éducation à la paix et à la PVE-E dans le programme de formation des enseignants du primaire

Qualifications et compétences professionnelles requises

Education : Diplôme d'études supérieures en éducation, développement international, sciences sociales, études sur la paix ou planification et gestion.

Expérience professionnelle : Une expérience internationale/régionale d'au moins cinq ans dans la gestion de projets dans le domaine de l'éducation, du développement des enseignants et de projets connexes, ainsi qu'une bonne connaissance des pays arabes seront un atout.

Il est souhaitable d'avoir une expérience de l'enseignement dans les écoles de formation des enseignants ou dans l'enseignement supérieur et d'élaborer des lignes directrices, notamment en matière de programmes d'études

Expérience en matière de recherche : capacité à mener des recherches et connaissances dans le domaine de la recherche

Durée : Ce contrat débutera le **8 janvier 2021** et se terminera le **10 avril 2021**

TÂCHES ET CALENDRIER

Soumission du rapport initial pour l'évaluation et l'élaboration des lignes directrices 20 janvier 2021

Projet de rapport d'évaluation 25 février 2021

Projet de lignes directrices 15 mars 2021

Validation du projet de lignes directrices 25 mars 2021 (en ligne)

Rapport final d'évaluation et lignes directrices finales 10 avril 2021.